

Copie de conservation disponible sur le serveur Web du Centre de documentation collégiale (CDC):  
URL = [http://www.cdc.qc.ca/actes\\_aqpc/1983/conference-cloture-actes-aqpc-1983.pdf](http://www.cdc.qc.ca/actes_aqpc/1983/conference-cloture-actes-aqpc-1983.pdf)  
Format: 12 pages en PDF  
\*\*\* SVP partager l'URL du document plutôt que de transmettre le fichier \*\*\*

# Conférence de clôture

## 4.1 PRÉSENTATION DE LA CONFÉRENCE

Madame Bissonnette s'intéresse aux étudiants par le biais de leurs institutions: les CEGEPS.

Leur jeune histoire l'incite à analyser leur évolution en comparaison avec les sociétés industrialisées, en particulier les USA, le Japon et dans une moindre mesure la France.

Elle y constate, comme dans ces pays, un besoin pressent d'une main d'oeuvre de haute technologie. Les CEGEPS ont suivi cette demande et développé la formation professionnelle bien au-delà des recommandations du rapport Parent. Mais la vitesse de croisière n'est pas encore atteinte et l'avenir du niveau collégial réside, croit-elle, dans l'expansion de ce secteur d'activité.

Quant au secteur général, il est pour les CEGEPS de bien peu d'avenir. Dédoulement des premières années universitaires, parenthèse unique au monde avant l'engagement dans une formation spécialisée, il ne présente pour l'étudiant qu'un retard à l'accès à un niveau d'études supérieures. Tôt au tard, les étudiants passeront outre et les universités récupéreront la clientèle qui leur est destinée.

De quoi réfléchir et débattre espère Madame Bissonnette.

## 4.2 ALLOCUTION DE MME LISE BISSONNETTE

### Notice biographique

*Lise Bissonnette a amorcé sa carrière professionnelle dans le monde de l'éducation. Formée en pédagogie à l'Université de Montréal, puis à Strasbourg et à Paris, elle a été chargée de cours et attachée de recherche institutionnelle à l'UQAM pendant quatre ans.*

*Puis la transition s'est faite doucement: de professeur elle est devenue en 74 chroniqueuse spécialisée en éducation au Devoir. Sa carrière journalistique s'est poursuivie jusqu'à ce jour dans ce journal où elle occupe maintenant le poste de rédactrice en chef.*

*Dans ses chroniques et éditoriaux, son intérêt pour l'éducation ne s'est jamais démenti. Sa perspective historique (de formation) et son expérience de critique des systèmes éducatifs lui font jeter sur nos CEGEPS un oeil attentif à la fois tendre et sévère.*

## "La pédagogie au collégial"

### PRÉAMBULE

C'est plus du système d'éducation que des cégeps et ses étudiants dont je vais vous entretenir. Mais je suppose que par voie de conséquence, c'est aussi de l'étudiant de cégep dont je parlerai. Vous trouverez pourtant que j'en traiterai en abstraction.

Je veux vous remercier de m'avoir invitée car s'il y a une chose que je salue avec plaisir c'est l'existence de cette association. Quand j'ai commencé à travailler, c'était à l'Université du Québec. J'y ai rêvé d'une chose pareille mais l'on m'a dit que la pédagogie à l'Université comme au Collège était... sujet de peu d'intérêt. C'est une curieuse chose que de demander à des gens bardés de diplômes d'apprendre à enseigner. Moi qui venais de la longue filière des Ecoles normales et des Sciences de l'Education, je trouvais cette idée pleine de bon sens. A l'époque, elle fut pourtant mal reçue.

Je connaissais mal l'existence de cette association, mais le fait de vous voir si nombreux me rassure tout à fait et me démontre que l'on a peut-être un peu évolué.

Je ne vous parlerai pas de pédagogie car il y a bien longtemps que j'ai délaissé cet univers. Je vais plutôt m'en tenir à quelques réflexions; il y a longtemps que je cherchais un public pour les tester. Ce sont des préoccupations de journalistes.

Je vais faire un petit détour avant d'entrer dans le vif du sujet pour vous dire d'où sont venues mes inquiétudes.

Il y a quelques années, je tempêtais contre les journalistes spécialisés en éducation, qui laissaient les universités vivre à l'abri des regards indiscrets de la foule. Les universités, en pratique, sont aussi publiques que les écoles primaires et, par tête de pipe, elles coûtent d'autant plus cher aux citoyens qu'ils en obtiennent moins de services pour eux-mêmes. Une commission d'étude et quelques chicanes de financement plus loin, les universités me semblent être arrivées sur la place publique. Elles préféreraient ne pas y être, bien sûr, et elles continuent à se conduire en club privé mais elles sont forcées, de temps à autre, de dire où elles vont, ce qu'elles préparent, comment elles sont gérées. Il y a belle lurette que les commissions scolaires vivent sous ce régime et elles n'en sont pas mortes, loin de là.

L'hiver dernier, au beau milieu du conflit patronal-syndical du secteur public, j'ai soudain réalisé que le problème du silence s'était déplacé vers les collèges. D'un côté ou de l'autre de la tranchée, l'information venait au compte-gouttes, ou pas du tout. Nous avons traversé toute cette longue agitation en écrivant le minimum sur les collèges, en commentaire comme en information. Il n'y en avait que pour les employés des hôpitaux, et pour les enseignants du primaire et du secondaire. Dans les interminables tractations qui ont conduit à la commission parlementaire puis à de nouvelles négociations, par médiateur interposé, c'est à peine si nous avons mentionné la table des cégeps et l'équipe de médiateurs qui s'y trouvaient. Non seulement l'information ne nous parvenait pas, mais nous ne mettions pas de zèle à la trouver. La culpabilité nous saisissait, sporadiquement, mais rien ne vaut une crise générale pour faire oublier des fautes particulières.

ducation dans l'hexagone). Ce qui choque les jeunes et leurs appuis, dans ce projet, c'est l'idée en quelque sorte de "doubler" le bac, de perdre deux ans avant les "études sérieuses". Que le projet suive son cours ou non, il me semble contenir l'avenir. On aura beau faire, murmurer, s'opposer, la spécialisation universitaire, le diplôme supérieur significatif sera très bientôt celui du deuxième cycle, de la maîtrise parce qu'ainsi en décidera le marché du travail.

Voilà où le système américain, prophétiquement ou non, a gagné sur nous tous. Il y a longtemps que le premier cycle universitaire américain, celui qui mène à un B.A. (bachelor of arts) ou à un B. SC. (bachelor of science) en est un de formation fondamentale ou générale. Rappelons un peu le système. Les études secondaires incluent une douzième année, faite au "high school". Après quoi, on passe au "college" soit pour obtenir une formation professionnelle courte en deux ans, soit pour s'engager dans les "undergraduate studies" de quatre ans qui aboutissent à un B.A. ou B.Sc. et qui se font le plus souvent dans des collèges qui sont partie intégrante d'une université. Quand on est ainsi "gradué", on passe aux "études sérieuses", c'est-à-dire à la maîtrise, puis au doctorat. C'est évidemment ce système qui explique la prime jeunesse des étudiants qu'on rencontre sur les campus américains. Les quelques fois où j'ai été amenée à y donner des conférences, j'avais toujours l'impression de me retrouver devant des étudiants de cégep, et ils ont effectivement le même âge, et ils poursuivent effectivement le même genre de formation. La différence, pourtant, est extraordinaire. Ils sont déjà, psychologiquement, à l'université.

Les étudiants américains mettent autant de temps, en filière normale, qu'un étudiant québécois, pour obtenir ce premier diplôme universitaire: une douzième année secondaire, plus quatre ans de bac, cela équivaut mathématiquement à notre onzième année secondaire, plus deux ans de collège, plus trois ans de bac. Mais alors que le bac universitaire est ici un deuxième diplôme d'études postsecondaires, là-bas il est le premier. C'est probablement ce qui explique que, malgré des obstacles d'argent considérables, la massification de l'enseignement supérieur se soit produite beaucoup plus rapidement aux Etats-Unis.

On me dit que je suis trop friande de ce genre de chiffres, mais je ne résiste pas. Selon une étude récente du ministère québécois de l'Éducation (Robert Maheu et Daniel Maisonneuve, La progression des élèves au secondaire et au collégial, document 61 de la Direction des études économiques et démographiques), en 1980, si on prend une cohorte

fictive d'élèves inscrits au régulier dans la filière générale, la quasi totalité de ces derniers, soit 45.9% s'inscrivent au collégial; de la même cohorte, 27% obtiennent un diplôme d'études collégiales, 16% au général. C'est à ce 16% qu'il revient de franchir maintenant le premier cycle universitaire, avant d'obtenir un bac. Nous ignorons pour l'instant, ce qui en reste après trois ans d'université. Pour les Etats-Unis, je ne possède de chiffres vraiment certains que ceux de 1975, qu'utilisait en 1978 la bible de l'enseignement supérieur, The International Encyclopaedia of Higher Education (Jossey-Bass Ed.). On disait donc qu'en 1975, 80% des étudiants inscrits au secondaire le terminaient, la moitié d'entre eux allaient au postsecondaire, et 20% obtenaient un bac. C'était il y a huit ans.

Ces chiffres indiquent à l'envi que c'est notre école secondaire qui fait d'abord problème, pour ce qui est de l'accès à l'enseignement supérieur. (Au Japon, selon une donnée publiée récemment dans le New York Times, 98% des jeunes inscrits terminent leur cours secondaire...) Mais il faut tout de même reconnaître qu'au Québec, sans le vouloir, et applaudi par nombre d'experts durant les années soixante, nous avons créé un filtre de plus à l'accès à l'université, un diplôme d'études collégiales qui, aujourd'hui, donne à de trop nombreux jeunes l'illusion d'être allés assez loin. Nous avons, en somme, mis un obstacle de plus à l'accès à l'enseignement supérieur. Se faire admettre, s'inscrire, obtenir un diplôme, puis se faire admettre encore, s'inscrire encore, terminer encore. Il leur faut passer deux fois par ce processus éprouvant avant d'être vraiment gradués, comme les jeunes de leur âge aux Etats-Unis.

Autant, en somme, la création des cégeps, les "instituts" du rapport Parent, a été une mesure réelle de déblocage des espoirs d'une masse de jeunes, pour atteindre le post-secondaire, autant, aujourd'hui, cette étape séparée "complète en elle-même" comme on aimait le célébrer à l'époque, est contraire aux exigences éducatives d'aujourd'hui.

Un peu d'histoire américaine éclaire encore mieux notre problème. Les universités là-bas, ont été le plus souvent des émanations des collèges. Qu'il s'agisse de Yale, de Columbia, d'Harvard, les plus grandes comme les plus petites ont été tout d'abord des "liberal arts colleges", qui se sont ensuite développées en poussant vers les études graduées et la recherche. Au Québec, pour des raisons de rattrapage auxquelles nous ne pouvons rien, nous avons créé les collèges en même temps que les universités publiques, et ce réseau de collèges est figé pour de bon entre le secondaire et l'université. Il ne peut se diversifier vers d'autres niveaux d'enseignement que celui qu'il occupe déjà.

A quoi servent aujourd'hui les cégeps? La scolarisation des jeunes de 16 à 18 ans est une valeur à peu près acquise. La phase de préparation aux études supérieures spécialisées, comme une sorte de chambre de décompression du secondaire et d'entrée dans les méthodes de travail de l'université, sera de plus en plus assumée par les universités elles-mêmes, comme les modèles européens et américains l'annoncent. Et le côtoïement des classes sociales, ce bel objectif du cégep, est désormais également le fait des universités où la pyramide ne repose plus sur sa base d'élite aussi solidement qu'autrefois, quoi qu'on en dise. Il reste donc l'enseignement professionnel post-secondaire, dont l'épanouissement est un fait et qui a permis aux collèges, structures légères, de s'engager souvent plus vite que quiconque dans des formations dites "de pointe". Je sais vos réserves là-dessus, et vos craintes de l'improvisation. Mais je me contente de souligner que la dynamique de l'institution, qui ne pouvait pousser par le haut, l'a menée à diversifier de ce côté, avec certains solides succès.

La futurologie n'est pas mon fort mais il me semble que nous allons entrer dans une crise de la formation générale, tout comme celle qui agite les Américains et les Français à l'heure actuelle, et que nous allons, comme eux, faire pression sur l'université pour qu'elle l'assume. Les cégeps devront peut-être choisir entre s'accepter pleinement comme écoles supérieures de formation professionnelle, ou tenter de continuer, à faire un pont non nécessaire, et même nuisible, entre l'école secondaire et l'université. S'ils s'accrochent à la formation générale, elle devra être post-secondaire plus que pré-universitaire, ce qui ne sourira pas à ceux d'entre vous qui ont fait de longues études et qui rêvent d'enseigner ce qu'ils ont appris, et ce qu'ils connaissent.

Ce problème de niveau n'est pas nouveau mais se pose maintenant avec acuité puisque toutes les sociétés semblent vouloir repousser encore plus tard le début de la spécialisation. Il va continuer à affaiblir l'identité des cégeps, et faire qu'on les oublie, qu'on passe à côté. Pas seulement chez les médias, ce qui n'est que symptôme, mais chez les jeunes eux-mêmes qui le trouveraient peut-être superflu s'ils avaient mieux à faire, et si nous ne traversons pas une crise économique. Après tout il suffit d'avoir 22 ans et une expérience de travail pour entrer à l'université. Et ceux qui ont choisi cette filière de formation plutôt que le cégep ne semblent pas s'en porter tellement plus mal.

Mais je le pose, pour ma part, surtout comme un problème collectif de conscience. Après avoir été une passerelle, le cégep risque de devenir un frein au degré de scolarisation que réclame notre société. Nos taux de diplomation supérieure sont de 20% à 40% moins élevés qu'aux Etats-Unis, selon les disciplines, et les Américains se plaignent eux-mêmes d'être dépassés par le Japon. Il nous faut relever encore les aspirations du plus grand nombre, plutôt que leur donner un faux sentiment de satisfaction.

Délibérément, je n'ai pas parlé de pédagogie. Mais j'imagine que les angoisses que vous faites autour de la détermination de vos objectifs quotidiens, semestriels, annuels, - en tout cas les angoisses que font mes amis enseignants de cégep - ne sont pas étrangères à ces questions répétitives, et jamais résolues. A-t-on le droit d'imposer à des jeunes de pareils recommencements, de pareilles hésitations?

## COMMENTAIRES SUSCITÉS PAR LES QUESTIONS DES PARTICIPANTS

### L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE À L'UNIVERSITÉ

Un phénomène remarquable aux Etats-Unis et au Japon est le nombre impressionnant de jeunes qui fréquentent les universités et en particulier la proportion accrue d'enfants de condition modeste. Pourtant, l'aide financière est moins "publique" que chez-nous.<sup>1</sup> Un Etat qui a une population deux fois moins élevée que la nôtre sort cinq fois plus de doctorats dans une année. Même au niveau collégial, la différence est aussi marquée.

C'est que le système de valeurs est différent: l'accès à l'éducation est la responsabilité des individus. Très tôt les parents économisent pour les études supérieures de leurs enfants. La publicité les y incite d'ailleurs. Evidemment tout le monde ne peut pas économiser mais il existe aussi la filière sportive pour subventionner ses études.

Au Québec, les étudiants et leurs parents ne pensent qu'aux prêts-bourses comme ressources. De plus les parents québécois s'attendent à ce que leurs enfants s'élèvent un cran plus haut qu'eux. Et ce niveau est le collège, pas l'université.

### LE CHÔMAGE DES DIPLOMÉS

Le chômage des diplômés: les journaux s'en offusquent beaucoup mais dites-moi en quoi un chômeur instruit fait-il plus pitié qu'un chômeur non instruit? Il est au moins capable de mieux occuper

---

(1) Malgré le fait que les frais de scolarité soient énormes par rapport aux nôtres, ils parviennent à un taux de scolarisation qui nous dépasse nettement.

ses loisirs et de toute façon il s'en sortira toujours mieux. Toutes les études Relance le prouvent: vous chômez maintenant peut-être six mois de plus à la fin de vos études, mais tout compte fait plus vous avez de diplômes, mieux vous vous sortirez de la crise.

Les PhD en chômage ne me font pas pleurer, les chômeurs non instruits me préoccupent beaucoup plus.

## L'INDUSTRIE ET L'ÉDUCATION

Les grandes industries américaines forment maintenant elles-mêmes leur personnel et développent leurs universités sur mesure pour la formation de leurs techniciens supérieurs. Mais l'avenir du Québec n'est pas dans cette voie. Nous sommes plutôt de tradition française sur cet aspect. Nos milieux financiers et industriels n'y contribuent ni subventions, ni octrois pour l'éducation. Il n'y a même plus de grandes expériences de stages en entreprise pour nos étudiants.

## LE SYSTÈME SCOLAIRE ET LES BESOINS SOCIAUX

Le système d'éducation d'une société répond toujours à la demande; il ne sert pas lui-même de moteur, ne pousse pas à l'innovation. Je n'ai jamais vu d'exemple autre que celui-là. C'est le même phénomène et la même attitude dans les pays en voie de développement. On ajuste le système scolaire aux besoins. Même la réforme scolaire des années 60 répondait à un impératif pressant de main d'oeuvre qualifiée dans tous les domaines.

## L'AVENIR DU NIVEAU COLLÉGIAL

### Secteur professionnel

Je ne dis pas qu'il faille l'abolir. Au contraire, je crois que ce niveau va plutôt s'épanouir et se diversifier. Comme dans toutes les sociétés évoluées, il va devenir un niveau d'études supérieures. Les cégeps ont été conçus et popularisés pour leur formation générale. Au début le secteur professionnel n'était pas très populaire ni très valorisé. Mais les besoins de la société ont changé la situation, on peut le constater au simple nombre de demandes d'admission aux programmes professionnels. Les collèges devront développer leur intervention dans ce sens et même récupérer complètement la formation professionnelle des polyvalentes. Malgré les succès pédagogiques de quelques-uns, je trouve complètement inacceptable de spécialiser si tôt les jeunes du secondaire. S'il doit y avoir formation professionnelle courte, qu'elle soit assumée par le milieu du travail et que l'on tente par un encadrement accru de garder les jeunes au secondaire dans la formation générale.

Mais même si les études professionnelles collégiales sont plus populaires et mieux reconnues, il ne faudrait pas s'en contenter. Pour cette population étudiante, il devrait exister un cran plus élevé d'ambition: penser à l'Université.

### Secteur général

A mon avis, les cégeps ont beaucoup moins d'avenir dans cette voie et ils devront chercher ailleurs un endroit où s'étendre. La conception que l'on se faisait dans les années 60 du rôle des collèges dans ce secteur a beaucoup changé.

Les jeunes qui fréquentent ce milieu perdent leur temps puisqu'ils sont voués à subir deux fois le même contenu, la formation générale étant de plus en plus intégrée au premier cycle universitaire. Le dédoublement est évident.

Mais comprenez bien, je ne propose pas une réforme du système ni un débat de structure, je souhaite seulement que l'on s'interroge sur la vocation des cégeps.

### LA FORMATION DES ÉTUDIANTS DE CÉGEP

Au secteur général, si on ne modifie pas la structure, il me semble qu'en deux courtes années de formation, il faudrait consolider les acquis du secondaire: des méthodes de travail plus efficaces et une langue parlée et écrite mieux maîtrisée.

Si majoritairement les cégépiens n'ont pas atteint la maturité intellectuelle de la pensée conceptuelle, ce n'est peut-être pas le temps de travailler les textes les plus ardues de Jasper ou de Marx.

Achever la formation du secondaire serait peut-être suffisant.